

7.601 Compte du reste du monde (S2) (*) en 2023

Compte extérieur de biens et services				
Emplois		Ressources		
P6	Exportations de biens et de services de la France	967,5	P7 Importations de biens et de services de la France	1 024,0
B11	Solde des échanges extérieurs de biens et de services du reste du monde (ressources - emplois)	56,4		
Compte des transactions courantes				
Emplois		Ressources		
D1	Rémunération des salariés	33,8	D1 Rémunération des salariés	2,2
D11	Salaires et traitements bruts	26,1	D11 Salaires et traitements bruts	2,1
D121	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	7,7	D121 Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	0,2
D2	Impôts sur la production et les importations		D39 Autres subventions sur la production	6,6
D3	Subventions	291,8	D4 Revenus de la propriété	-8,3
D31	Subventions sur les produits (**)	155,2	D41 Intérêts	-1,2
D39	Autres subventions sur la production (**)	99,6	D42 Revenus distribués des sociétés	-7,1
D4	Revenus de la propriété	97,6	D421 Dividendes	272,3
D41	Intérêts	2,0	D422 Prélèvements sur les revenus des quasi sociétés	185,2
D42	Revenus distribués des sociétés	29,4	D43 Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	78,0
D421	Dividendes	7,6	D44 Autres revenus d'investissements	76,5
D422	Autres revenus distribués des sociétés	5,6	D51 Impôts sur le revenu	1,6
D43	Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	0,4	D61 Cotisations sociales nettes	6,3
D44	Autres revenus d'investissements	0,2	D611 Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	2,9
D61	Cotisations sociales nettes	0,2	D613 Cotisations sociales effectives à la charge des ménages	10,8
D611	Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	0,2	D613C1 Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	7,7
D613	Cotisations sociales effectives à la charge des ménages		D613C2 Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés	3,1
D613CE	Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	5,8	D62 Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	3,1
D613CS	Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés	5,8	D621 Prestations de sécurité sociale en espèces	
D62	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature		D622 Autres prestations d'assurance sociale	9,0
D7	Autres transferts courants	37,1	D7 Autres transferts courants	82,1
D71	Primes nettes d'assurance-dommages	19,4	D71 Primes nettes d'assurance-dommages	8,8
D72	Indemnités d'assurance-dommages	8,8	D72 Indemnités d'assurance-dommages	17,9
D74	Coopération internationale courante	3,7	D74 Coopération internationale courante	10,9
D75	Transferts courants divers	5,2	D75 Transferts courants divers	20,6
D752	Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents	0,3	D752 Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents	16,1
D759	Autres transferts courants divers	4,9	D759 Autres transferts courants divers	4,5
D76	Ressources propres de l'UE basées sur la TVA et le RNB		D76 Ressources propres de l'UE basées sur la TVA et le RNB	23,9
B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	56,7		
Compte de capital				
Emplois		Ressources		
NP	Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	56,7
		D9r	Transferts en capital à recevoir	0,5
		D92r	Aides à l'investissement à recevoir	0,3
		D99r	Autres transferts en capital à recevoir	0,2
		D9p	Transferts en capital à payer	-9,0
		D92p	Aides à l'investissement à payer	-8,8
B9NF	Capacité (+) ou besoin (-) de financement du reste du monde	D99p	Autres transferts en capital à payer	-0,2

Milliards d'euros

Source : Comptes nationaux - Base 2020, Insee

(*) Le compte des opérations avec le RDM est présenté "du point de vue" du RDM, par exemple, les importations de la France sont une ressource du RDM, qui les a produites, et le solde extérieur excédentaire de biens et services du RDM est le déficit commercial de la Nation

(**) Dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), la mise en place du paiement unique à l'exploitation (découplé de la production agricole)

conduit à une baisse du montant des subventions à la production et à une augmentation corrélative des subventions d'exploitation, à partir de l'année 2006.